

## ACCUSANT L'ONIL DE FAIRE DANS LE DEUX POIDS DEUX MESURES

### Les producteurs privés de lait menacent d'une démonstration de force

La crise du lait pasteurisé se profile de nouveau à l'horizon. Pour cause, les transformateurs privés adhérents à la confédération industrielle du patronat algérien (Cipa) montent au créneau et dénoncent la démarche initiée jusque-là par l'office national interprofessionnel du lait (Onil).

Réunis en assemblée générale sous l'égide de la fédération agroalimentaire de la Cipa, les producteurs privés de lait pasteurisé dénoncent ce qu'ils qualifient de «lenteurs administratives et démarche initiée par l'Onil dans le cadre de la distribution de la poudre de lait».

Réunis en assemblée générale sous l'égide de la fédération agroalimentaire de la Cipa, les producteurs privés de lait pasteurisé dénoncent ce qu'ils qualifient de «lenteurs administratives et démarche initiée par l'Onil dans le cadre de la distribution de la poudre de lait».

«C'est une rencontre d'évaluation que nous avons organisée aujourd'hui deux mois après la mise sur pied de l'Onil. Nous avons évité de faire le moindre commentaire durant une soixantaine de jours. Mais, hélas aujourd'hui, on s'est rendu compte que la situation n'a point évolué bien au contraire. Si les choses ne se redressent pas, des entreprises privées vont procéder à la réduction de leur effectif et à très moyen terme d'autres vont purement et simplement baisser le rideau», a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse organisée en marge de ladite assemblée générale.

Les causes ? Mr Ziari évoque notamment la quantité de poudre de lait dont l'Onil a la charge de distribuer aux différents opérateurs intervenant dans ce secteur. A ce sujet, il dira que «L'Onil a préféré alimenter davantage les entreprises publiques au détriment des entreprises privées, alors que ces dernières au nombre de 80 sur les 110 unités qui existent sur le territoire national représentent environ 60% de la production nationale en lait pasteurisé. Les responsables de l'Onil, poursuit le conférencier, avancent des arguments peu recevables. Ils déclarent que des privés détournent la poudre de lait subventionnée par l'Etat de sa vocation initiale. Au sein de la Cipa, nous disons que c'est totalement faux, puisque les producteurs privés adhérents au sein de notre organisation ont mis à la disposition des responsables de l'Onil tous les documents justificatifs de leur capacité de production. Ces producteurs qui ont fourni des pièces comptables attestant de leur situation professionnelle ne peuvent s'inscrire à contre courant de leurs intérêts. Je crois que ce cafoillage trouve son origine ailleurs, dans l'incapacité de l'Onil de faire face et gérer cette nouvelle donne».

Le secrétaire général de la fédération agroalimentaire de la Cipa s'est d'ailleurs interrogé sur l'exclusion des membres de son organisation de l'Onil.

«La loi nous donne droit d'être en tant que structure patronale membre actif de l'Onil, mais jusque-là, on n'est pas présent ni dans la structure d'achat ni dans celle qui se charge de la distribution.» Notre interlocuteur, qui revendique une égalité des droits entre public et privé, n'est pas allé par trente six chemins pour indiquer que «le pacte économique et social que la Cipa a signé avec les autres partenaires n'a pas été respecté par le gouvernement».

«Nous allons saisir le chef du gouvernement pour l'informer de la situation qui prévaut. Les producteurs privés assaillis de toute part ne peuvent plus supporter la situation dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui. Leur capacité de production a sensiblement baissé par manque de poudre de lait, le différentiel de subvention des mois de novembre et décembre n'a toujours pas été attribué, sans compter les entraves bureaucratiques auxquelles ils font face», ajoute Mr Ziari.

Ceci étant, notre interlocuteur n'exclut pas que les producteurs privés recourent à une autre démonstration de force si «aucune solution ne pointe d'ici mars prochain». La semaine prochaine, une réunion des délégués régionaux se tiendra et sur la base des conclusions des travaux, une décision finale sera prise.

Il est à noter que l'Algérie consomme 11 000 tonnes de lait de poudre par mois, dont près de 60% soit 6 600 tonnes sont transformées par le privé. Cela étant, la réunion qui s'est tenue hier, a permis aux patrons d'entreprises privées spécialisées dans la transformation de lait pasteurisé de débattre de leur situation dont un grand nombre ont pointé du doigt les «agissements de l'Onil».

Abder Bettache

## À PARTIR DE SKIKDA Sidi Saïd fustige les syndicats autonomes

La célébration du double anniversaire de la création de l'UGTA et la nationalisation des hydrocarbures a été rehaussée par la présence de Abdelmadjid Sidi Saïd, le secrétaire général de l'union, et Boughazi Mohammed Ali, conseiller à la présidence chargé des projets.

La rumeur d'une probable visite présidentielle, le cas échéant des deux ministres, Chakib Khellil, de l'Energie et des Mines et de Tayeb Louh, du Travail et de la Sécurité sociale, n'aura pas lieu. La délégation a débuté son périple au siège local de l'UGTA, à

la cité des frères Ayachi (la Cia), où des dizaines de locaux commerciaux ont été construits, quelques-uns sont déjà opérationnels à l'exemple d'un, spécialisé dans la vente de Zabia. La fin du périple se tiendra à la zone industrielle, ponctuée par une visite à

GL1K. La principale halte se déroulera dans la salle Aïssat Idir, où un meeting dénué de l'enthousiasme d'antan, a été organisé. D'un commun accord, les deux visiteurs de marque loueront les efforts méritoires dans le cadre du développement économique et l'action syndicale. Abdelmadjid Sidi Saïd profitera de l'occasion pour fustiger les syndicats autonomes, en mettant en cause l'enclenchement des différentes grèves que connaît la scène natio-

nale actuellement, assimilées à des gesticulations sans plus. Il tiendra à faire une comparaison entre ces syndicats et le sien. Ce dernier est plus positif, à ses yeux, car privilégiant les options du dialogue avec les pouvoirs publics. Le secrétaire général de l'UGTA a également mis en lumière des faits liés à la tenue des bipartite et tripartite, auxquelles l'union aurait contribué d'une manière appréciable à leur réussite.

Zaid Zoheir

## BOUIRA

### La grève suivie mais d'une manière anarchique

La grève, à laquelle a appelé la coordination nationale de la Fonction publique qui englobe une douzaine de syndicats autonomes, a été suivie d'une manière anarchique tant au niveau de chaque secteur, les syndicats sont nombreux.

Ainsi en est-il par exemple de l'éducation. En effet, au niveau de ce secteur, surtout dans les deux paliers bien représentés par les deux syndicats de l'Unpef et la SNTTE mais où existe également la FNTE qui n'a pas adhéré à cet appel, la grève a été très bien suivie dans les primaire dépassant un taux de

60%, et à un degré moindre dans les CEM avec un taux de suivi de 40%. Pour le secondaire, l'ancrage du Cnapest au niveau de la wilaya et l'inexistence du Snapp de Mérianne ont fait que tous les lycées ont fonctionné normalement quand bien même côté personnel, la grève a été suivie.

Concernant les autres secteurs, c'est pratiquement le même topo.

Au niveau de l'administration de la wilaya, les APC et les daïras, le Snapp, qui est traversé par une crise de représentativité entre les deux ailes de Felloul et de Malaoui, n'a pas pu faire adhérer au mot d'ordre de grève tout le personnel.

Pour les autres syndicats, de la santé notamment et du Cnes, leur représentation au niveau local étant faible, les travailleurs et autres fonctionnaires avaient

répondu ainsi individuellement à l'appel de la grève. En somme, disons que le mot d'ordre de grève de la coordination des syndicats autonomes a été suivi d'une manière anarchique au niveau de la wilaya de Bouira et les taux de suivi différaient d'une région à une autre avec un pic atteignant les 80% au niveau de tous les secteurs, (excepté les lycées) dans les régions berbérophones de la wilaya où les traditions de lutte sont bien ancrées dans les esprits.

Y. Y.

## SÉTIF

### Le mouvement s'essouffle

La grève des huit syndicats autonomes de la Fonction publique n'a pas été suivie massivement dans la capitale des Hauts-Plateaux.

Mis à part le secteur de l'enseignement où plusieurs CEM et écoles primaires de la wilaya ont connu un débrayage plus ou moins suivi, la première journée s'est déroulée sans tapage.

Comme d'habitude, c'est dans le secteur de l'éducation nationale qu'a été enregistré le plus fort de taux de participation. En effet, selon les syndicats, 90% du personnel de l'enseignement ont suivi le mot d'ordre. Un chiffre qui a été revu à la baisse par la Direction de l'éducation qui avance, quant à

elle, un taux de 10,31%. Toujours dans le secteur de l'éducation, seuls trois lycées sur les 62 que compte la wilaya ont participé à cette grève.

Concernant le secteur de la

santé, seuls quelques médecins spécialistes ont observé un arrêt de travail.

Malgré leur faible nombre, les blouses blanches ont complètement paralysé le bloc opératoire poussant la direction du CHU de Sétif à déprogrammer toutes les interventions chirurgicales prévues pour demain.

Le secteur de l'administration n'a, quant à lui, enregistré aucune perturbation et le travail s'est déroulé normalement.

En attendant les deux jours restants, le mouvement de protestation commence donc à s'essouffler à Sétif en l'absence d'une coordination efficace.

I. S.

## ADRAR

### Les enseignants expriment leur mécontentement

Les enseignants de la wilaya d'Adrar maintiennent la grève des 24, 25 et 26 février.

Ils ont clairement exprimé leur mécontentement et leur refus quant à l'application de la nouvelle grille des salaires. Leurs contestations s'expliquent par l'inégalité des corps et le nouveau reclasse-

ment qui touche également les directeurs, les adjoints d'éducation, les intendants et les corps communs. Ces protestataires revendiquent une révision de la grille des salaires mais aussi l'amélioration des conditions de travail.

El-Hachemi S.

## SAÏDA

### Un écho favorable dans les écoles

La menace brandie par la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique, représentés au niveau de la wilaya de Saïda par 12 syndicats, de recourir à une grève de trois jours les 24, 25 et 26 février, a eu un écho favorable surtout auprès des établissements scolaires, où le taux de suivi enregistré ce premier jour varie entre 30 et 35%, selon les initiateurs du

mouvement. Du côté de la Direction de l'éducation, c'est un autre son de cloche qui se fait entendre. Selon un des responsables, le taux de suivi dans les trois paliers de l'enseignement qui nous a été communiqué n'étant que de 20%. Ce qui semble contredire les informations qui nous ont été communiquées par le représentant de l'Unpef qui fait état d'une extension dans les deux jours

qui suivent. «Nous n'avons pas le choix, certes l'intérêt de l'élève passe avant tout. Mais notre action de protestation servira à changer les conditions misérables dans lesquelles évoluent les 5 000 travailleurs du secteur de l'éducation, tous corps confondus», note le représentant des DEM de l'ouest du pays, M. Zaoui.

M. B. Amine

## UGTA DE TIZI-OUZOU

### Inauguration d'une stèle à la mémoire de Aïssat Idir

La mémoire de Aïssat Idir a été, une nouvelle fois, honorée, hier, à l'occasion de la commémoration du double anniversaire de la naissance de l'UGTA et de la nationalisation des hydrocarbures. Une stèle commémorative, accompagnée d'une fresque géante à l'effigie du père fondateur de l'UGTA, a été inaugurée hier, à la zone industrielle de Oued Aïssi, par les syndicalistes de l'union de wilaya UGTA, en présence du wali, du P/APW et de nombreux parlementaires et élus locaux. Plusieurs animations ont été organisées à cet effet. L'occasion a donné lieu, également, à l'évocation du parcours militant, politique et syndical de Aïssat Idir dont le secrétaire général de l'union de wilaya UGTA, fera un rappel émouvant et exhaustif. Natif de Djemma Saharidj, dans la

daïra de Mekla, à l'est de Tizi-Ouzou, Aïssat Idir a subi la répression des autorités coloniales. Il fera l'objet de plusieurs mesures répressives entre déplacements, incarcérations et tortures ainsi que des comparutions devant les juridictions coloniales pour ses activités politiques et syndicales. «L'émancipation politique et sociale des travailleurs algériens n'est possible que dans une Algérie indépendante...», dira-t-il, lors de son procès devant le tribunal militaire, le 13 janvier 1959. Pour le responsable de l'union de wilaya UGTA qui a lu cet hommage, «le devoir de mémoire ne doit pas nous éloigner de la réalité actuelle ni de l'occulter». Il plaidera pour un véritable plan de relance économique créateur de richesses et d'emplois au niveau de la wilaya. Il stigmatisera «le

laisser-aller des pouvoirs centraux» à qui le syndicaliste impute «les affaires d'une politique désastreuse caractérisée par le chômage et l'insécurité ambiante qui découragent toute initiative d'investissement». Le premier responsable de l'UGTA au niveau de la wilaya ne manquera pas aussi de stigmatiser ceux qui critiquent l'UGTA qui, selon lui, commentent «un parjure» en s'attaquant à «un symbole qui mérite d'être préservée au même titre que les autres fondements de la nation». Et d'ajouter : «Nous avons toujours été pour un pluralisme syndical.» Pour sa part, Hocine Maâzouz, wali de Tizi-Ouzou, parlera des retombées positives qu'auront, à court terme, les investissements publics en cours sur le développement local de la wilaya.

S. A. M.